



BP 43670 • 54097 Nancy cedex  
Tel : +33 (0)6 25 40 59 21  
Courriel : [info@ant-france.eu](mailto:info@ant-france.eu) – site internet : [www.ant-france.eu](http://www.ant-france.eu)

Membre de la Fédération LGBT Membre titulaire du Collectif LGBT Lorraine

## Communiqué de presse du 06 mars 2016

### *Journée internationale des droits des femmes :*

### **On ne doit pas oublier les discriminations et violences commises à l'encontre des lesbiennes et des femmes transgenres !**

L'Association Nationale Transgenre rappelle que la Journée Internationale des droits des femmes se doit d'être inclusive de toute personne revendiquant une identité de genre féminine, et ce quelle que soit son orientation sexuelle.

Notre association est particulièrement préoccupée par le sexisme, l'homophobie et la transphobie qui ne reculent pas en France, loin de là, du fait de politiques publiques frileuses, voire inexistantes, en particulier concernant le respect des droits des personnes transgenres.

Le dernier rapport gouvernemental, [« Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes », édition 2015](#), démontre que les stéréotypes de genre et le faible accès aux postes de direction des femmes sont toujours de mise au « pays des droits de l'homme ». Quant aux violences faites aux femmes, les chiffres sont toujours aussi scandaleux dans une démocratie qui se dit moderne : une femme décède tous les 2,8 jours, victime de son conjoint...

Cette situation n'est malheureusement pas étonnante quand on voit l'archaïsme et l'hétéro-patriarcat satisfait de la plupart de nos élus, en grande majorité masculins, et le machisme qui sévit du bas de l'échelle jusqu'aux plus hautes sphères de l'État.

Malheureusement, les faits viennent corroborer nos affirmations. Dans la soirée du vendredi 4 mars, une de nos adhérente a été victime d'une agression transphobe et sexiste à Lille. Tout d'abord insultée et stigmatisée dans le métro — en utilisant des termes tels que « c'est pas une vraie femme, on vérifie ? », « on va te faire de ces trucs, tu vas rien comprendre » ou encore « hey le travelo » par un groupe d'individus, elle a demandé de l'aide aux agents de la société Transpole qui l'ont aidée à sortir de la station sans encombre. Par la suite, deux de ces individus ont réussi à la retrouver alors qu'elle poursuivait son chemin. Après plusieurs agressions verbales toujours aussi haineuses à l'encontre de notre adhérente, celle-ci a reçu un violent coup de pied dans le dos de la part de l'un des agresseurs, qui ont ensuite pris la fuite.

Une plainte a été déposée pour violence commise en réunion suivie d'une ITT (incapacité totale de travail) n'excédant pas huit jours, et nous espérons qu'elle ne restera pas lettre morte. Les services de police et le Procureur de la République de Lille doivent prendre la mesure de tels actes qui, s'ils ne sont pas réprimés, ouvriront un jour la porte à l'irréparable.

L'Association Nationale transgenre ne peut que condamner de tels actes de violence, et se réserve le droit de se porter partie civile dans cette affaire.

En cette journée internationale des droits des femmes, nous n'oublierons donc certainement pas les femmes transidentitaires, confrontées à la double oppression de la transphobie et du sexisme et toujours soumises par les gouvernements successifs à la stérilisation, la pathologisation, la judiciarisation pour accéder à un changement d'état civil. L'État français ne mène d'ailleurs aucune politique visant à protéger la population

Association nationale transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345  
SIRET 530 483 734 00030 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)

transgenre, la laissant dans l'insécurité et obligeant les personnes à déposer plainte sous des civilités et prénoms insultants au regard de leur identité de genre. La notion de citoyenne de seconde zone est une réalité pour les personnes transidentitaires !

Nous n'oublions pas non plus les lesbiennes, femmes elles aussi, mais dont l'accès à la PMA est toujours interdit en France à raison de leur orientation sexuelle. C'est-à-dire par lesbophobie !

Nous trouvons ainsi particulièrement indécent et hypocrite de célébrer une telle journée sans prendre en compte la diversité de la population, et en évacuant pudiquement des politiques publiques les problèmes graves auxquels sont confrontées les populations lesbiennes et transgenres.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, la municipalité de Nancy, ville récemment "mariée" avec la « manif pour tous » (pas vraiment en pointe concernant les droits des femmes !), n'est pas la dernière à avoir ce type d'attitude en occultant totalement dans ses initiatives du 8 mars le cumul des discriminations visant les femmes lesbiennes et transgenres. En effet, dans toute la France, par transphobie, les femmes transgenres n'ayant pas obtenu de changement d'état civil sont délibérément exclues du dépistage gratuit du cancer du sein. Qui en parle ? C'est un exemple flagrant de la politique de l'Etat français, que l'on peut ici qualifier de criminelle !

Le gouvernement en place doit entendre la voix de la raison, celle du respect des droits humains et non celle des intégristes religieux et des sexistes ; elle doit ouvrir immédiatement le changement d'état civil libre et gratuit aux personnes transgenres et l'accès à la PMA à toutes les personnes désirant un enfant. Sans oublier de permettre la reconnaissance par la loi des violences et discriminations à raison de l'identité de genre. De même, l'ensemble des élus et parlementaires se revendiquant de la promotion de l'égalité pour toutes les femmes ainsi que de la lutte contre les violences qu'elles subissent dans notre société, y compris de la part de l'État, devraient promouvoir et soutenir sans hésitations ces propositions de bons sens.

Nous réaffirmons avec force la nécessité impérieuse de mener une lutte sans concession contre le sexisme et ses violences physiques et morales, les stéréotypes de genres, l'homophobie et la transphobie. L'hétéropatriarcat et l'essentialisme discriminent, violentent, et favorisent un contexte qui contribue aux violences sexistes et à la culture du viol qui sévissent toujours en France et dans le monde. Afin d'engager les réformes nécessaires, les mouvements féministes, lesbiens, gays, bisexuels, transgenres doivent pouvoir accéder à la place centrale qui leur est due de part leur expertise pour construire une société respectueuse et plus juste au regard de sa diversité !

Pour l'Association Nationale Transgenre,  
Delphine Ravisé-Giard  
Présidente

Mail : [porte.parole@ant-france.eu](mailto:porte.parole@ant-france.eu)

Mobile : +33 (0)6 11 63 48 00

Site Internet : [www.ant-france.eu](http://www.ant-france.eu)